



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**



**DIRECTION DE LA DETTE ET
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE

PREMIER TRIMESTRE 2026



MARS 2026

Publié en mars 2026

Chers Partenaires, Investisseurs et Citoyens,

C'est avec une satisfaction renouvelée que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), à travers la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État (DDPE), met à votre disposition la 17^e édition du Bulletin Statistique de la Dette Publique, couvrant la situation du premier trimestre 2026 (T1 2026).

Ce rendez-vous trimestriel concrétise l'engagement ferme du Gouvernement de la République Centrafricaine en faveur de la transparence budgétaire et de la redevabilité publique conformément aux directives de la CEMAC et aux meilleures pratiques internationales.



Message du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

Serge OUARASSIO MONKOMSSE

Au cours du premier trimestre 2026, la gestion de notre portefeuille de dette a été marquée par plusieurs évolutions clés :

1. Pour faire face aux contraintes de trésorerie et assurer la continuité du financement de l'État, le Trésor Public a levé un montant brut de **41,98 milliards FCFA** sous forme d'Obligations du Trésor Assimilables (OTA), sur des maturités de 2, 3 et 4 ans.
2. Le service de la dette extérieure et intérieure s'est traduit par des règlements effectifs de **21,29 milliards FCFA** au cours du premier trimestre, témoignant de la volonté de préserver la signature de la République Centrafricaine.
3. Le portefeuille maintient une maturité moyenne (ATM) globale de **5,5 ans** et une structure intégrale à taux fixe (100 %), offrant une protection robuste contre les fluctuations des taux d'intérêt internationaux.

Néanmoins, les tensions sur les arriérés courants (**13,75 Mds FCFA au T1**) et le coût des refinancements sur le marché sous-régional nous rappellent l'urgence de poursuivre les réformes structurelles : amélioration de la collecte des recettes fiscales, strict respect de la discipline budgétaire et négociation continue de restructurations d'arriérés historiques.

Nous remercions l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers ainsi que les acteurs du marché financier régional pour leur confiance renouvelée.

Ce bulletin vous offre une lecture exhaustive, rigoureuse et transparente de nos engagements.

Bonne lecture à tous !



SOMMAIRE

I. INTRODUCTION	3
II. FAITS MARQUANTS	4
III. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	4
IV. FLUX DE LA DETTE.....	4
V. ACTIVITÉ DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS	5
VI. DÉCAISSEMENTS SUR EMPRUNTS	7
VII. SERVICE PRÉVISIONNEL ET RÈGLEMENTS DE LA DETTE	8
VIII. SITUATION DES ARRIÉRÉS	10
IX. ENCOURS ET STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE	11
X. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE	13
XI. INDICATEURS DE COÛTS, RISQUES ET DE VIABILITÉ.....	16
XII. SITUATION DES DETTES CROISÉES	20
XIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	22
XIV. NOTE MÉTHODOLOGIQUE, ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE	23
LISTE DES TABLEAUX	24
LISTE DES FIGURES.....	25
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	26
GLOSSAIRE	27



I. INTRODUCTION

Le présent bulletin statistique de la dette publique, relatif aux données du premier trimestre 2026, s'inscrit dans la dynamique de redevabilité et de transparence budgétaire de l'État. Il dresse une analyse détaillée de l'évolution du stock, de l'encours, de la structure du portefeuille, du service prévisionnel, des règlements effectifs, ainsi que des indicateurs de coûts, de risques et de viabilité de la dette publique de la République Centrafricaine.

Élaboré conformément aux standards internationaux en matière de production et de diffusion des statistiques de la dette, ce bulletin couvre principalement la dette de l'Administration centrale comprenant les emprunts extérieurs et intérieurs ainsi que les Titres Publics émis sur le marché sous-régional.

Les dettes des entreprises publiques et établissements publics, ainsi que celles de la Mairie de Bangui, sont présentées séparément au titre des passifs conditionnels et ne sont pas additionnées à la dette directe de l'Administration centrale.

Aucune nouvelle garantie n'a été accordée au cours du premier trimestre 2026, selon les informations disponibles.

La dette publique est définie, dans le présent bulletin, comme l'ensemble des engagements financiers de l'Administration centrale donnant lieu au paiement futur du principal et/ou des intérêts envers des créanciers résidents et non-résidents.

A fin mars 2026, l'encours de la dette publique (hors arriérés) s'établit à **946,93 milliards de FCFA**. En intégrant les arriérés cumulés (**165,22 milliards de FCFA**), le stock total de la dette publique ressort à **1 112,15 milliards de FCFA**, marquant une hausse par rapport à fin décembre 2025 (**1091 milliards de FCFA**). Cette progression est principalement portée par la dynamique du marché intérieur des Titres Publics (BTA et OTA).

Rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB évalué à 1 857 milliards de FCFA par le MEPCI), le stock de la dette représente un taux d'endettement de 59,89 %, demeurant ainsi sous le seuil communautaire de la CEMAC fixé à 70 %.

La dette intérieure s'élève à **599,58 milliards de FCFA** (soit 53,91 % du stock total), tandis que la dette extérieure s'établit à **512,57 milliards de FCFA** (soit 46,09 %).

Au cours du premier trimestre 2026, le service prévisionnel de la dette a exercé une forte pression sur la trésorerie de l'État, représentant 43,10 % des recettes budgétaires mobilisées sur la période (établies à 54,26 milliards de FCFA) Alors que le règlements effectifs de la dette / recettes budgétaires est de 39,24 %. Le montant total des règlements effectifs s'est chiffré à **21,29 milliards de FCFA** (dont **6,56 milliards** au titre de la dette extérieure et **14,73 milliards** pour la dette intérieure). Malgré ces efforts, l'accumulation de nouveaux arriérés courants s'est poursuivie à hauteur de **13,75 milliards de FCFA**.

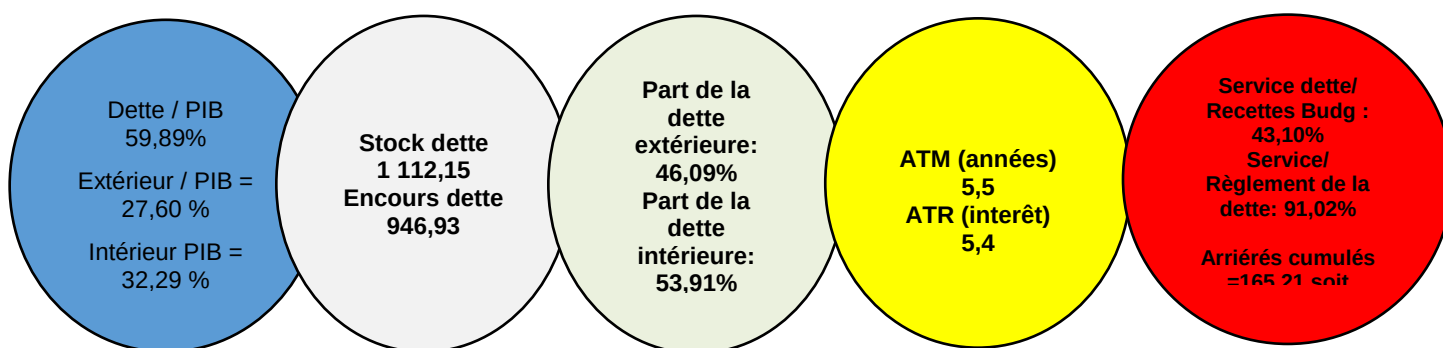
Le coût moyen du portefeuille de la dette publique demeure modéré à 2,7 %. Le portefeuille présente un profil entièrement à taux fixe, limitant le risque direct de refixation. En revanche, la durée moyenne de vie globale (ATM) de 5,5 ans (6,9 ans pour l'extérieur contre 4,6 ans pour l'intérieur) met en évidence un risque de refinancement élevé sur le marché domestique en raison de la maturité courte des titres émis.



II. FAITS MARQUANTS

- Rappel Dernière notation disponible de la RCA en Monnaie locale réalisée par l'Agence de notation Bloomfield Investment Corporation de notation pour la période 2023-2024
Court terme : « B » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable.
Long terme : « BB+ » (Note spéculative), assortie d'une perspective stable.
- Publication de la note d'information 2026.
- Publication du rapport d'évaluation de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme.

III. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE



IV. FLUX DE LA DETTE

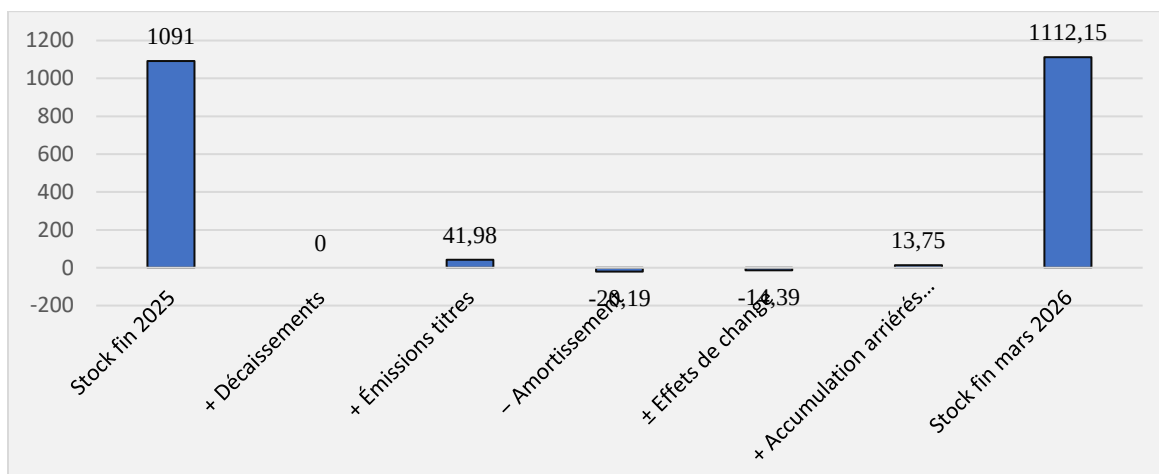
Tableau 1 : Décomposition de la variation du stock de dette (à fin mars 2026)

Flux de dette	Mds FCFA
Stock fin décembre 2025	1091
+ Décaissements	0
+ Émissions des Titres Publics	41,98
- Amortissement	-20,19
± Effets de change	-14,39
+ Accumulation des arriérés courants	13,75
Stock fin mars 2026	1112,15

Source: DDPE



Figure 1 : Variation du stock de la dette (Milliards FCFA)



Source: DDPE

Encadré 1 : La figure met en évidence une légère progression du stock de la dette publique entre fin 2025 et fin mars 2026, celui-ci passant de **1 091 milliards FCFA** à **1 112,15 milliards FCFA**, soit une augmentation nette de **21,15 milliards FCFA**. Cette évolution résulte principalement des **émissions des Titres Publics** à hauteur de **41,98 milliards FCFA**, contribuant à l'accroissement de l'encours de la dette.

Toutefois, cette hausse a été partiellement atténuée par les **remboursements du principal** pour un montant de **20,19 milliards FCFA** ainsi que les **effets de change** évalués à **14,39 milliards FCFA**, qui ont contribué à réduire le stock de la dette. Par ailleurs, l'**accumulation d'arriérés courants** d'un montant de **13,75 milliards FCFA** a exercé une pression haussière supplémentaire sur l'encours. Dans l'ensemble, la dynamique observée traduit une gestion de la dette marquée par un recours massif au marché des Titres Publics pour couvrir les besoins de financement de l'Etat, tandis que les opérations de remboursement et les variations de change ont permis de contenir partiellement la progression du stock.

V. ACTIVITÉ DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

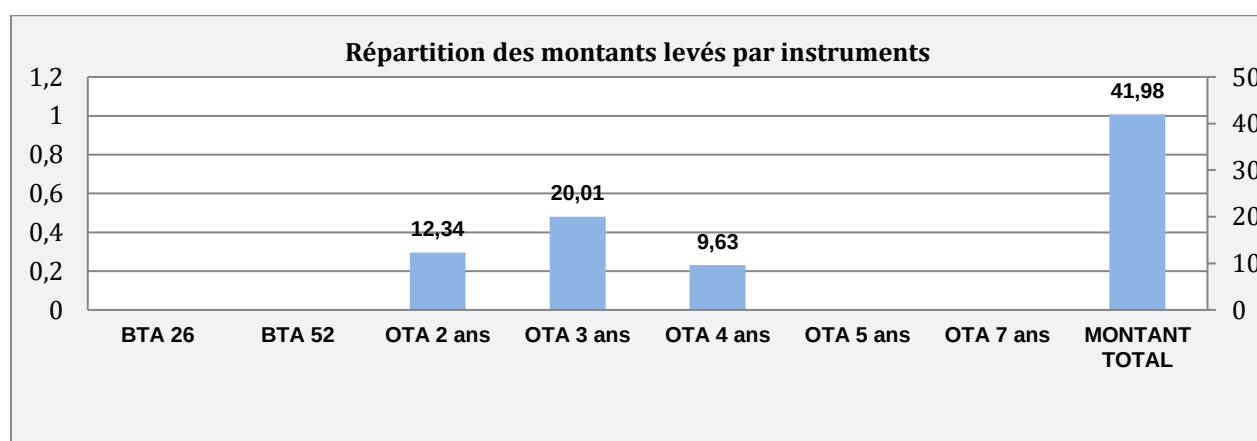
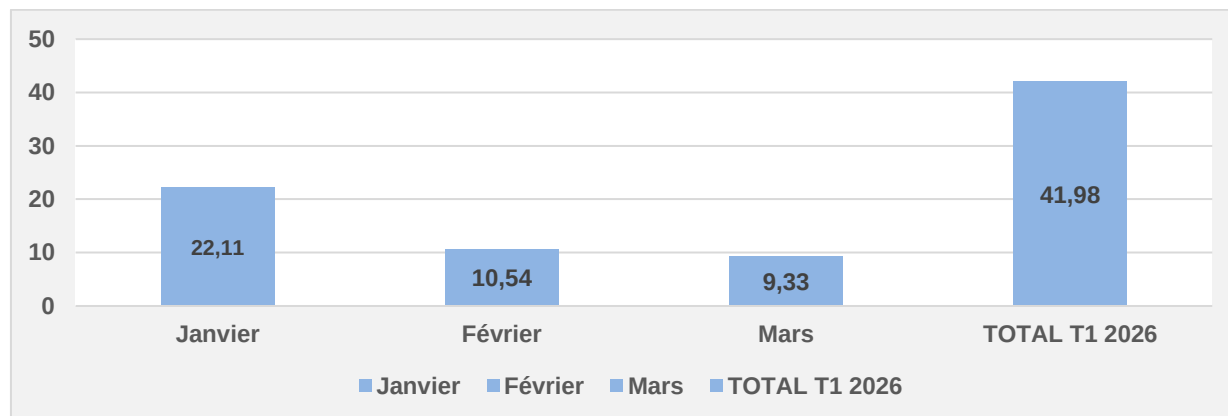
Tableau 2 : Situation des émissions des Titres Publics T1(2026)

Mois	Instr ument	Maturit é	Technique d'adjudication	Taux de Coupon (%)	Prix Moyen (%)	Taux de Souscriptio n (%)	Montant Levé (Mds FCFA)	Montant de décote (Mds FCFA)	Montant servi (Mds FCFA)
Janvier	OTA	3 ans	Adjudication	6,50%	90,50	96,07	12,00	1,08	10,92
Janvier	OTA	2 ans	Adjudication ONC	6,25%	91,84	59,78	9,84	0,88	8,95
Janvier	OTA	4 ans	Adjudication	6,75	90,50	5,36	0,27	0,03	0,24
Février	OTA	3 ans	Adjudication	6,25%	90,62	90,62	8,01	0,80	7,21
Février	OTA	4 ans	Adjudication	6,75	90,00	0,60	0,03	0,003	0,027
Février	OTA	2 ans	Abondement	6,25	91,93	103,64	2,50	0,22	2,27
Mars	OTA	4 ans	Adjudication	6,62	91,11	49,42	9,33	0,80	8,53
TOTAL T1 2026							42,00	3,813	38,18

Source: DDPE



Figure 2: Evolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin mars 2026



Encadré 2 : le graphique présente une mobilisation de **41,98 milliards FCFA** sur le marché des Titres Publics au cours du premier trimestre 2026, avec une répartition inégale des levées entre les différents mois.

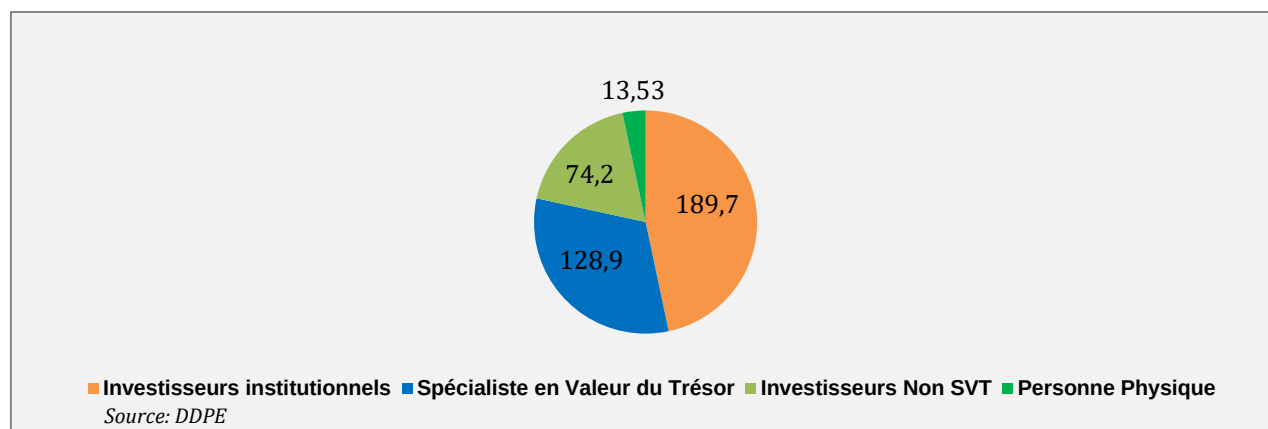
Les émissions du 1^{er} trimestre montrent une forte concentration sur le mois de janvier (**22,11 milliards FCFA**, soit **52,67 %** du total). L'État a principalement émis des OTA à 3 ans et 2 ans, avec des taux de coupon compris entre **6,25 %** et **6,75**. La demande des investisseurs demeure concentrée sur les maturités de deux à trois ans, traduisant une préférence pour les placements de moyen terme dans un contexte de tension sur la liquidité bancaire. Aucune émission de BTA au premier trimestre 2026 n'a été réalisée.

Tableau 3 : Répartition de l'encours par détenteurs des Titres Publics

Catégorie	Encours détenteurs des Titres	Part en %
Investisseurs institutionnels	189,7	47%
Spécialiste en Valeur du Trésor	128,9	32%
Investisseurs Non SVT	73,38	18%
Personne Physique	13,17	3%
Total	405,15	100

Source: DDPE



Figure 3: Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA (Fin Mars 2026, en Mds FCFA)

Encadré 3 : La part des détenteurs des Titres Publics au premier trimestre est caractérisée par la prédominance des investisseurs institutionnels (caisses de retraite, compagnies d'assurance, fonds de pension) (**46,69 %**) et des banques (SVT) qui détiennent ensemble plus de **31,70 %** du portefeuille de Titres Publics, les Investisseurs non SVT représentent **18,30%**. La part des personnes physiques reste marginale à **3,3 %**, soulignant la nécessité de développer l'éducation financière et de diversifier la base d'investisseurs.

VI. DÉCAISSEMENTS SUR EMPRUNTS

Tableau 4 : Décaissements par créancier T1 (2026)

Créanciers / Mois	Janvier	Février	Mars	Total T1 2026 (Mds FCFA)
AFD	0,00	0,00	0,00	0,00
ARABIE	0,00	0,00	0,00	0,00
BADEA	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI	0,00	0,00	0,00	0,00
FIDA	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL T1 2026	0,00	0,00	0,00	0,00

Source: DDPE

Encadré 4 : Au cours du premier trimestre 2026, aucun décaissement n'a été enregistré sur les emprunts extérieurs auprès des principaux partenaires au développement (AFD, FSD, BADEA, FMI).



VII. SERVICE PRÉVISIONNEL ET RÈGLEMENTS DE LA DETTE

Tableau 5 : Service prévisionnel de la dette à fin mars 2026

Libellé	Janvier	Février	Mars	TOTAL T1
DETTE EXTÉRIEURE	6,14	0,83	1,37	8,34
Bilatérale — Principal	0,36	0,05	1,20	1,61
Bilatérale — Intérêts	0,08	0,00	0,17	0,25
Multilatérale — Principal	5,69	0,02	0,00	5,72
Multilatérale — Intérêts	0,01	0,76	0,00	0,77
DETTE INTÉRIEURE	6,56	13,21	1,66	15,05
Principal	0,75	11,06	1,06	12,87
Intérêts	0,17	1,40	0,61	2,18
TOTAL SERVICE PRÉVISIONNEL	7,06	13,29	3,04	23,39
Principal	6,80	11,13	2,26	20,19
Intérêts	0,26	2,16	0,78	3,2

Source: DDPE

Figure 4: Evolution du service prévisionnel à fin mars 2026

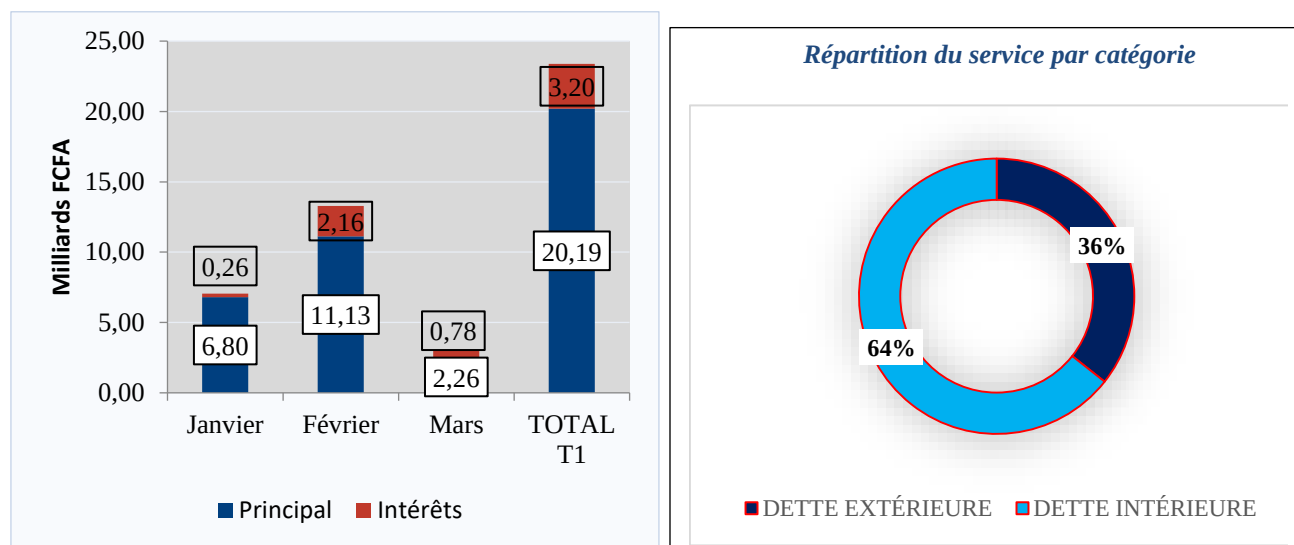
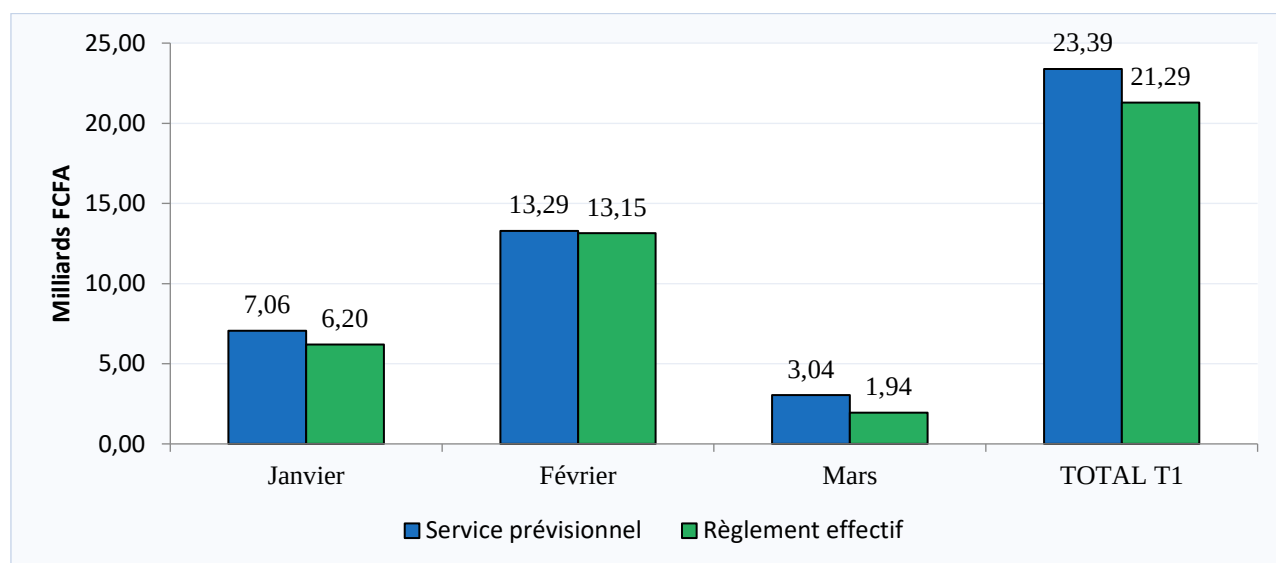


Tableau 6: Règlements effectifs de la dette

Libellé	Janvier	Février	Mars	TOTAL T1
DETTE EXTÉRIEURE	5,38	0,80	0,37	6,56
Bilatérale — Principal	0,00	0,00	0,22	0,20
Bilatérale — Intérêts	0,00	0,00	0,02	0,02
Multilatérale — Principal	5,36	0,00	0,11	5,47
Multilatérale — Intérêts	0,02	0,80	0,05	0,87
DETTE INTÉRIEURE	0,82	12,35	1,56	14,73
Principal	0,65	10,96	0,96	12,57
Intérêts	0,17	1,39	0,60	2,16
TOTAL RÈGLEMENTS EFFECTIFS	6,21	13,15	1,93	21,29

Source: DDPE

Figure 5: Evolution des règlements effectifs VS service prévisionnel de la dette à fin mars 2026

Encadré 5 : Au cours du premier trimestre 2026, l'État a réglé effectivement **21,29 milliards FCFA** sur un service prévisionnel de **23,39 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution global de **91,02 %**. La dette extérieure a été réglée à hauteur de **6,56 milliard FCFA** contre **8,34 milliards FCFA** prévus. Le faible taux d'exécution de la dette extérieure a contribué à l'accumulation d'arriérés extérieurs courants et pourrait affecter les relations avec certains partenaires financiers en l'absence d'un plan d'apurement progressif.

En revanche, la dette intérieure a été honorée à hauteur de **68,74% (14,73 milliards FCFA réglés sur 21,43 milliards FCFA prévus)**, principalement pour préserver la crédibilité de la signature de l'État sur le marché régional des Titres Publics.



VIII. SITUATION DES ARRIÉRÉS

Tableau 7 : Évolution des arriérés à fin Mars 2026 (Milliards FCFA)

Libellé	T1 2026
DETTE EXTÉRIEURE	143,54
Arriérés bilatéraux	137,77
Arriérés multilatéraux	5,76
DETTE INTÉRIEURE	21,68
TOTAL ARRIÉRÉS CUMULÉS	165,22

Source: DDPE

Figure 6 : Evolution des arriérés cumulés à fin mars 2026

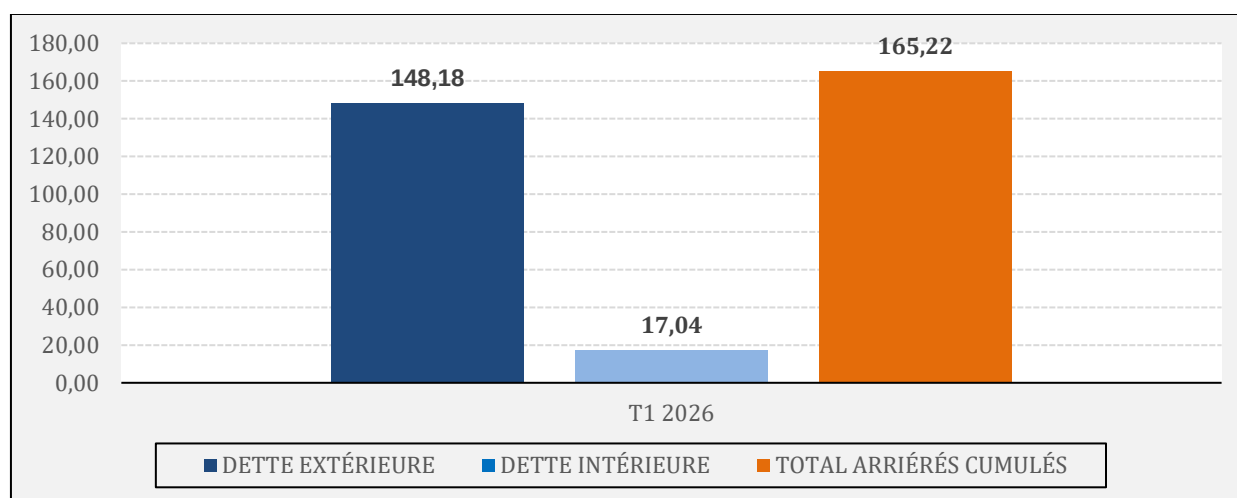
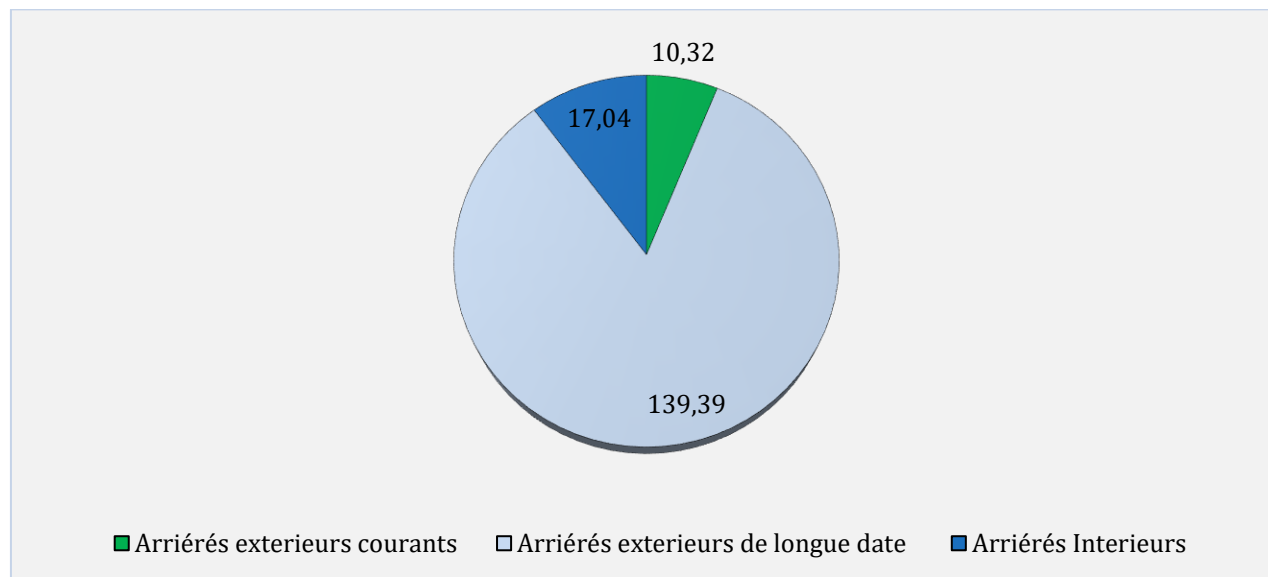


Tableau 8 : Répartition des arriérés par nature

ARRIERES	MONTANT	%
Arriérés extérieurs courants		
Extérieur	13,75	8,32%
Principal	11,63	
Intérêts	2,12	
Arriérés extérieurs de longue date		
Extérieur	129,79	78,56%
Principal	49,09	
Intérêts	80,70	
Interieur	21,68	13,13%
Principal	21,10	
Intérêts	0,59	
TOTAL	165,22	100

Source: DDPE



Figure 7 : Répartition des arriérés par nature (fin mars 2026)

Encadré 6 : À fin mars 2026, le stock cumulé des arriérés s'élève à **165,22 milliards FCFA**. La grande majorité des arriérés cumulés est constituée d'arriérés extérieurs de longue date (**78,56 %**), envers les créanciers non membres du Club de Paris et en attente de renégociations. Les arriérés courants du trimestre (**13,75 milliards FCFA**) reflètent les tensions de liquidité à court terme. Les arriérés intérieurs sont constitués essentiellement de la dette sociale et commerciale (**21,68 milliards FCFA** soit **1,17 %** du PIB), nécessitant des mesures d'apurement progressif pour soutenir la stabilité budgétaire et sociale.

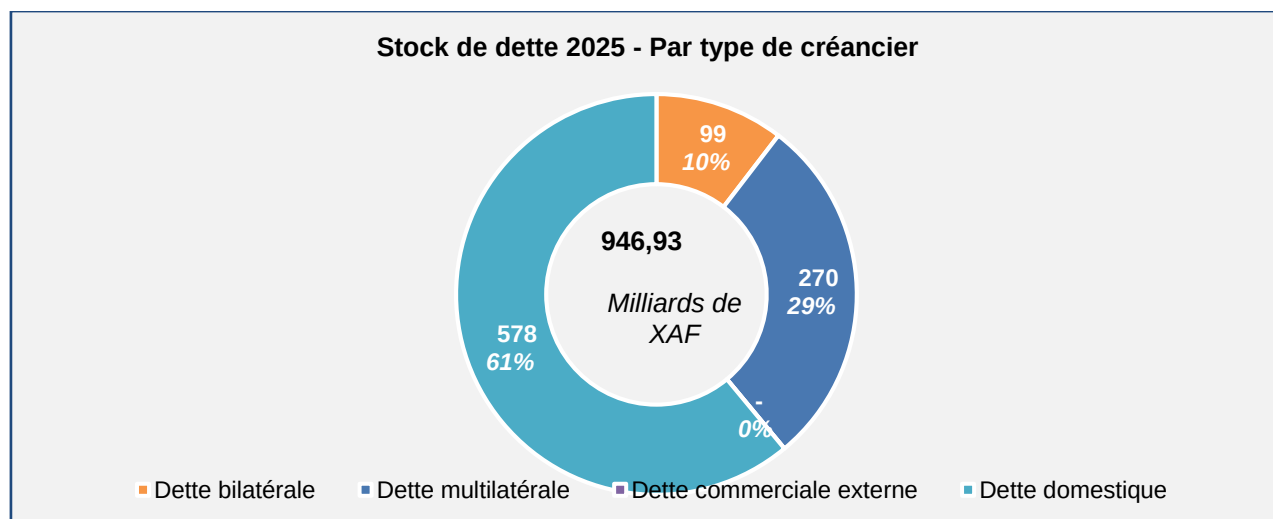
IX. ENCOURS ET STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE

Tableau 9 : Évolution de l'Encours à fin mars 2026

Libellé	Encours (Milliards FCFA)	Part (%)
ENCOURS EXTÉRIEUR	369,03	38,97 %
Bilatéraux	98,67	
Multilatéraux	270,36	
ENCOURS INTÉRIEUR	577,89	61,03 %
Dette du marché (BTA/OTA)	405,15	
Autre dette intérieure	172,74	
TOTAL ENCOURS	946,92	100,0 %

Source: DDPE



Figure 8: encours de la dette par type de créancier à fin mars 2026

Source: DDPE

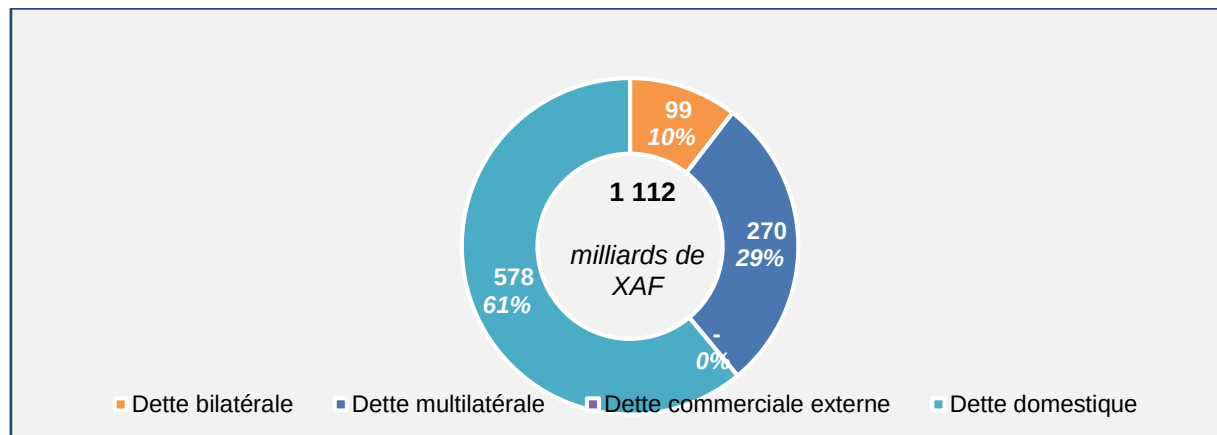
Encadré 7 : L'encours de la dette a atteint un montant global de **946,93 milliards FCFA** à la fin du premier trimestre 2026, sous l'effet d'un recours accru au financement intérieur via le marché des Titres Publics de la CEMAC. La dette extérieure demeure relativement stable comparativement à la dette intérieure à cause de l'absence des décaissements et des nouveaux emprunts.

Tableau 10 : Évolution du Stock (Encours + arriérés cumulés)

Libellé	Stock (Milliards FCFA)	Part (%)
DETTE EXTÉRIEURE	512,57	46,09
Bilatéraux (<i>Encours + Arriérés</i>)	236,45	
— Multilatéraux (<i>Encours + Arriérés</i>)	276,12	
DETTE INTÉRIEURE	599,58	53,91
— Dette du marché (BTA/OTA)	405,15	
— Autre dette intérieure	194,43	
TOTAL STOCK	1 112,15	100,0 %

Source : DDPE



Figure 9: Stock de la dette par type de créanciers à fin mars 2026

Encadré 8 : Le stock total de la dette (encours de la dette + les arriérés) estimé à 1 112,15 milliards FCFA au 1^{er} trimestre 2026, est porté par la dette intérieure (**599,6 Milliards FCFA**, soit **53,91%** du stock total) alors que la dette extérieure demeure stable (**512,6** soit **46,09%**). Le montant des arriérés se chiffre à **165,22 milliards FCFA** (à fin mars 2026).

X. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

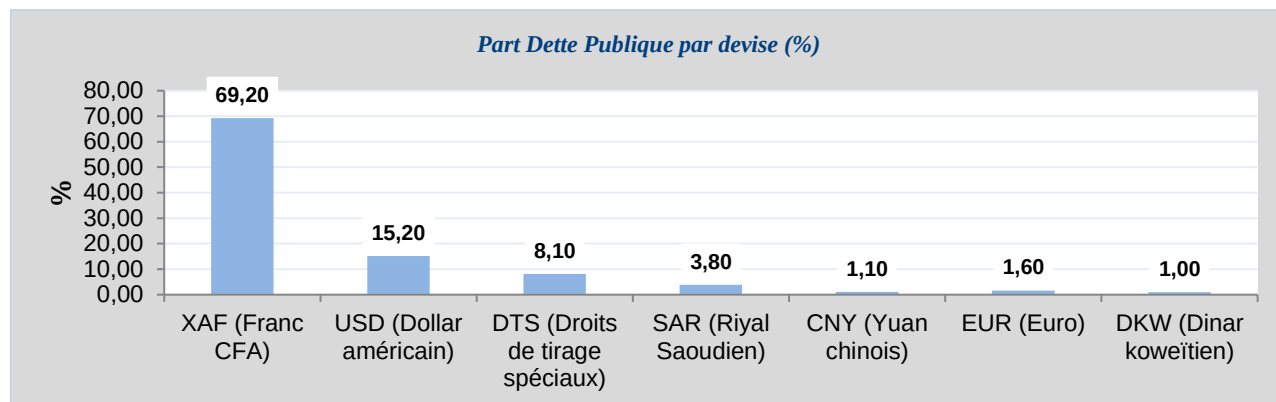
Tableau 11 : Répartition par devise à fin mars 2026

Devise	Part (%)
XAF (Franc CFA)	69,20
USD (Dollar américain)	15,20
DTS (Droits de tirage spéciaux)	8,10
SAR (Riyal Saoudien)	3,80
CNY (Yuan chinois)	1,10
EUR (Euro)	1,60
DKW (Dinar koweïtien)	1,00
TOTAL	100,00

Source: DDPE



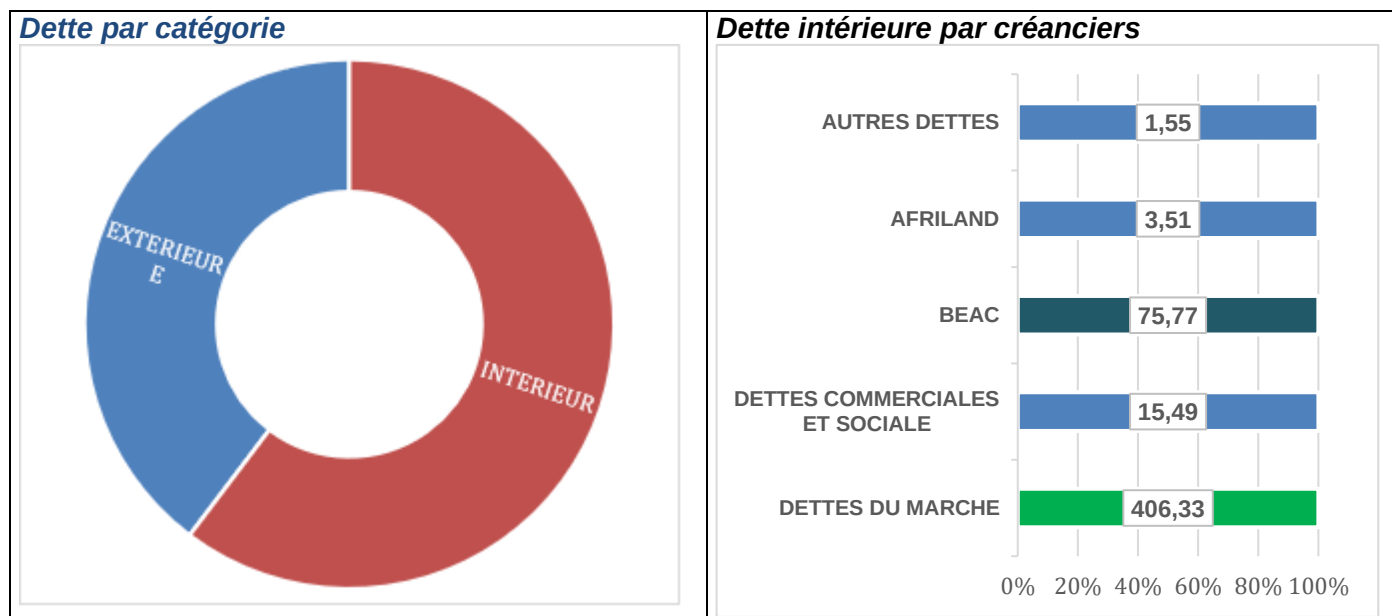
Figure 10: Composition du portefeuille de la dette publique par devise (fin Mars 2026)

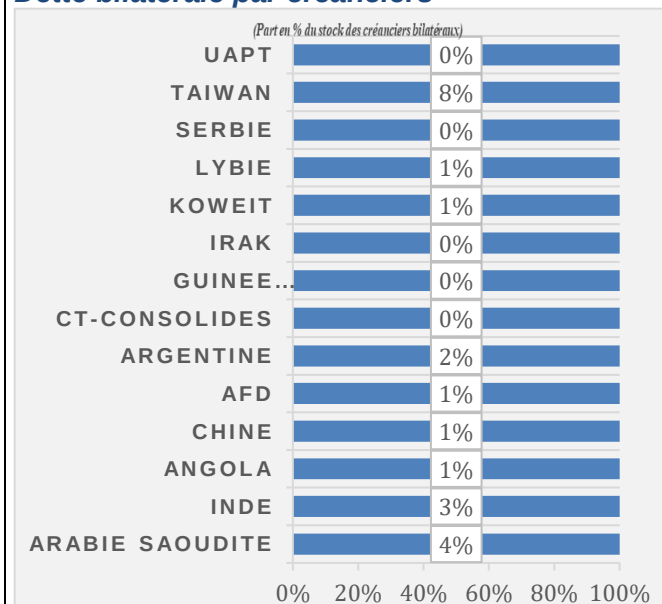
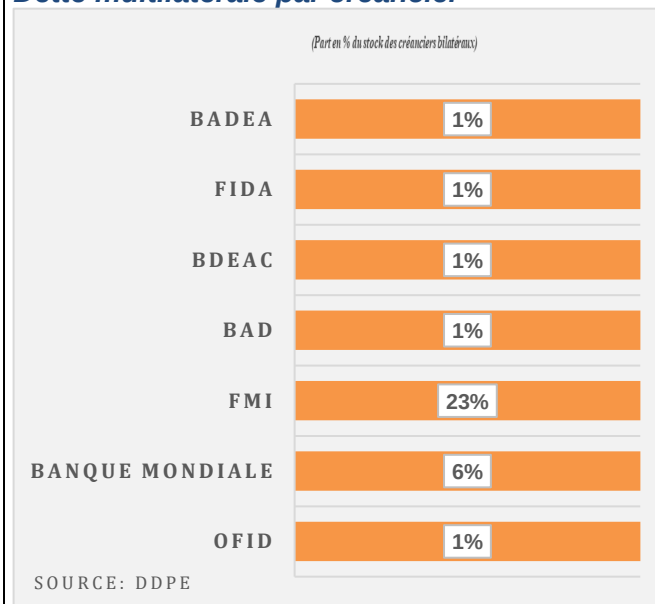


Encadré 9 : La composition par devise du portefeuille de la dette publique détermine le niveau d'exposition de l'État aux fluctuations des taux de change.

Le portefeuille de la dette publique reste largement dominé par le Franc CFA (69, 20 %), ce qui protège l'État contre le risque de change. L'exposition aux devises concerne principalement le Dollar américain (15, 20 %) et le DTS (8,10 %). La parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro (1,60 % du portefeuille) élimine également tout risque de change sur cette devise.

Figure 11: Ventilation de la dette publique par créancier (en % du stock, fin mars 2026)



Dette bilatérale par créanciers**Dette multilatérale par créancier**

Encadré 10 : Le portefeuille bilatéral est fortement concentré autour de quelques partenaires : Taiwan (9%), Arabie Saoudite (4 %), Chine (1%), Angola (1 %) et Inde (3 %). Cette concentration accroît le risque de dépendance envers un nombre limité de créanciers.

Le portefeuille multilatéral extérieur est dominé par l'IDA/Banque mondiale (7 %). Cette structure confirme la forte dépendance aux financements concessionnels.

La dette du marché domestique (BTA/OTA) constitue le premier levier de financement intérieur avec 54 % de l'enveloppe de la dette interne.



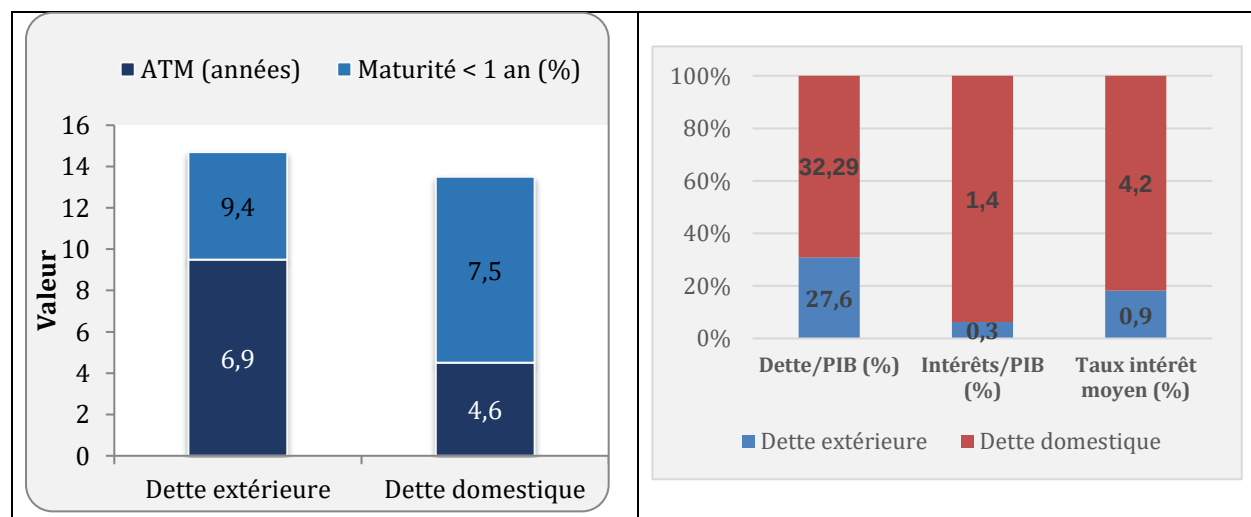
XI. INDICATEURS DE COÛTS, RISQUES ET DE VIABILITÉ

Tableau 12 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale
Montant (en millions de XAF)		512 566,5	599 580,0	1 112 146,5
Montant (en millions d'USD)		835,9	977,8	1 813,7
Dette nominale en pourcentage du PIB		27,60	32,29	59,89
Valeur actuelle en pourcentage du PIB		24,1	30,3	54,39
Coût de la dette	Paielements d'intérêts en pourcentage du PIB	0,3	1,4	1,6
	Taux d'intérêt, moyenne pondérée (%)	0,9	4,2	2,7
Risque de refinancement	ATM (années)	6,9	4,6	5,5
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du total)	9,4	7,5	8,2
	Dette arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du PIB)	1,8	2,2	4,0
Risque de taux d'intérêt	ATR (années)	6,9	4,4	5,4
	Dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	9,4	15,9	13,4
	Dette à taux fixe incluant les Bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor	0,0	9,9	6,1
Risque de taux de change	Dette en devises (en pourcentage de la dette totale)			30,8
	Dette en devises à court terme (en pourcentage des réserves)			10,8

Source: DDPE

Figure 12: Les indicateurs ATM, Part de la dette à maturité < 1 an (%) et cout de la dette



Encadré 11: L'analyse des coûts et des risques permet d'évaluer la robustesse du portefeuille face aux chocs de marché.

- Coût et Concessionnalité : la dette extérieure reste faiblement coûteuse et largement concessionnelle, avec un taux d'intérêt moyen de **0,9 %** et une maturité moyenne de **6,9 ans**, contre **4,2%** et **4,6 ans** pour la dette intérieure.
- Risque de Refinancement : le portefeuille domestique présente des risques de refinancement plus élevés, avec **7,5%** de la dette arrivant à échéance à moins d'un an, contre **6,9 %** pour la dette extérieure. Cela souligne la nécessité d'allonger la maturité des émissions de titres publics (OTA) et de maintenir le recours aux financements concessionnels.
- Le risque direct de refixation du taux d'intérêt est très faible, le portefeuille étant constitué à 100 % de dette à taux fixe.
- Risque de taux de change : reste représente **30,8 %** de la dette totale libellée en devises.

Tableau 13 : Indicateurs de viabilité

Indicateur	Référence	Seuil/	Résultat RCA
Dette/PIB	Critère de convergence CEMAC	70 %	59,89 %
VA dette/PIB	Cadre de viabilité de la dette		54,39 %
Service/recettes	Cadre de viabilité de la dette		43,10 %

Source: DDPE

Figure 13. Indicateurs de la dette extérieure selon divers scénarios 2026-2036

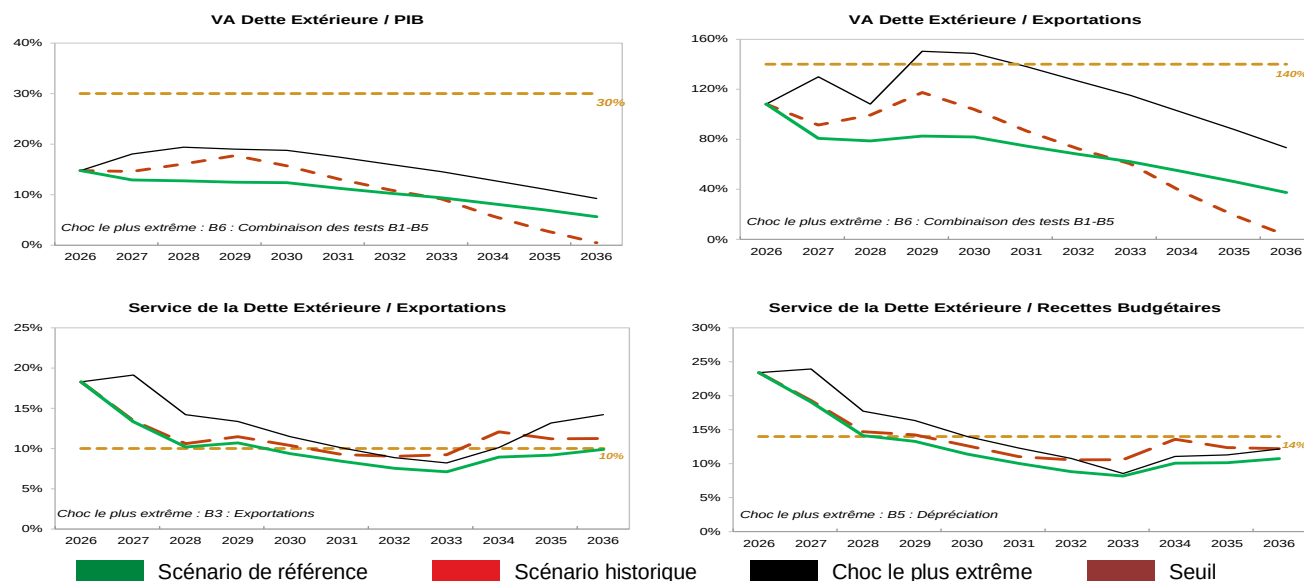
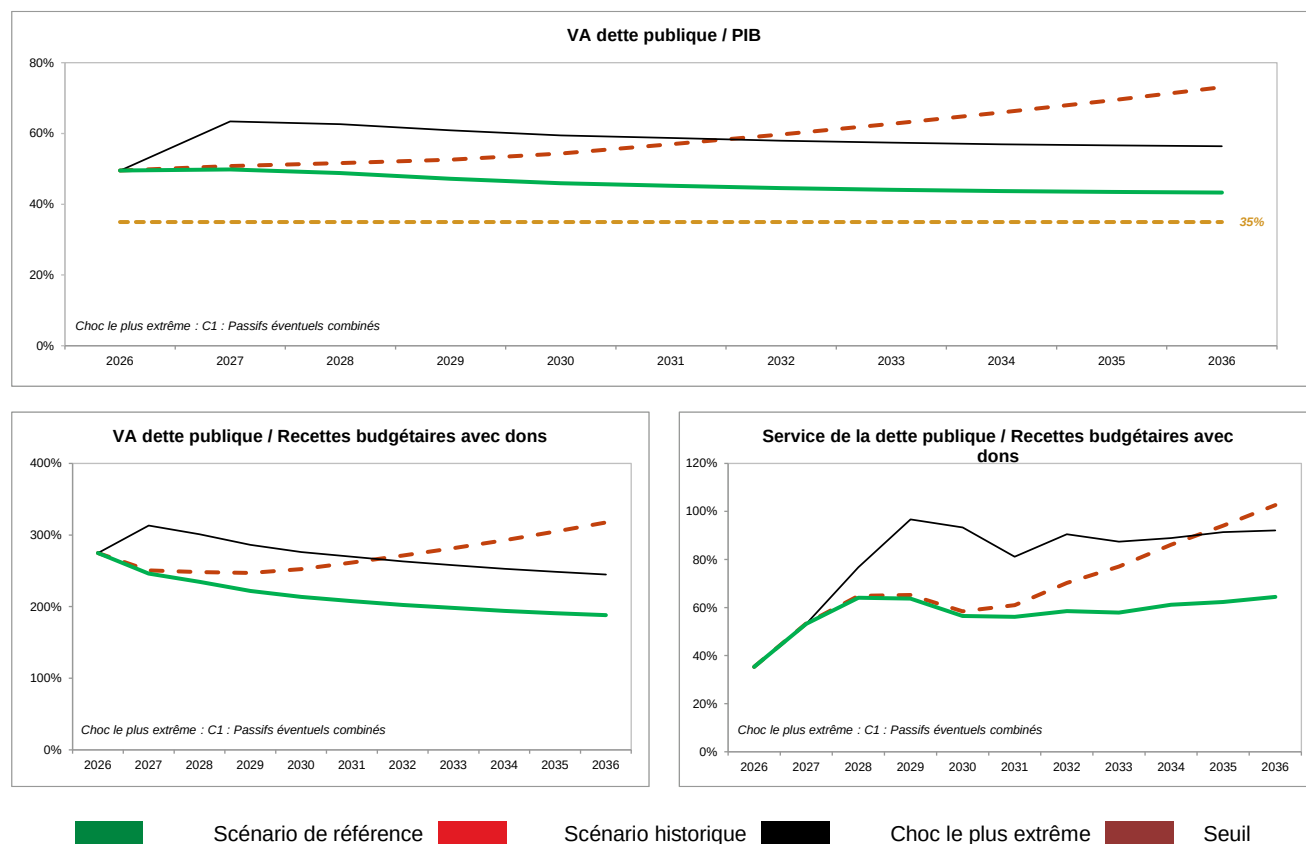


Figure 14: Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA (Fin Mars 2026)



Source: DDPE

Encadré 12: La trajectoire de la dette demeure soutenable dans le scénario de référence, mais le risque de surendettement reste élevé en raison des dépassements de seuils observés sur certains indicateurs de liquidité et de solvabilité observés sur les premières années de projection, notamment sur les ratios de liquidité (service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires). Par ailleurs, le ratio de valeur actuelle de la dette publique rapportée au PIB, excède le seuil de référence sur l'ensemble de l'horizon de projection.



Figure 15: Projection du service de la dette publique de 2026- 2044 (en Mds FCFA)

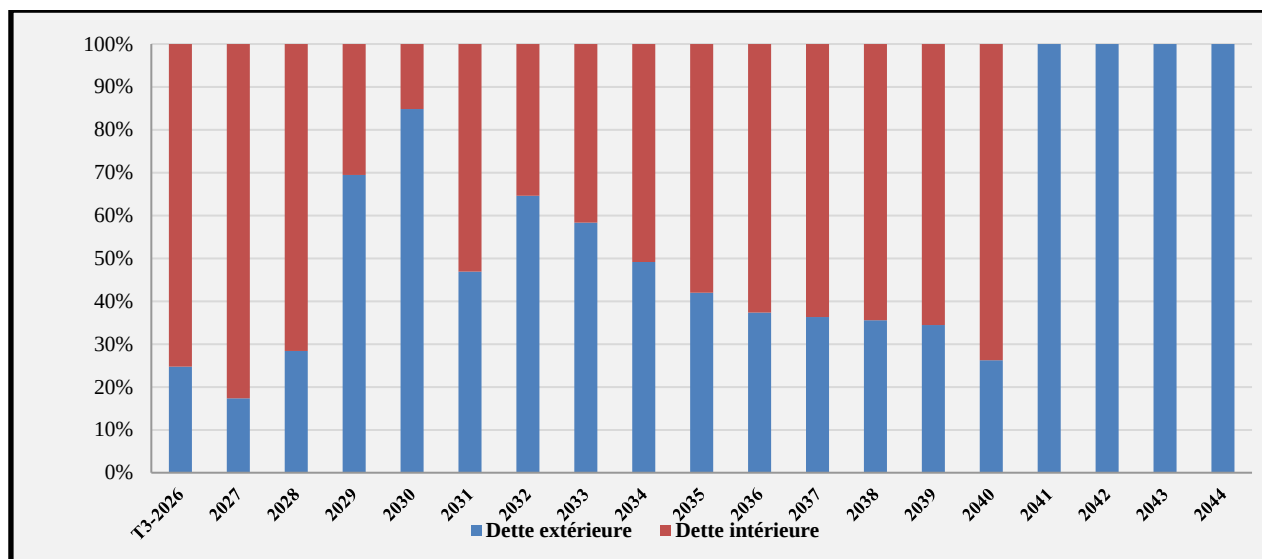


Figure 16: Projection en principal et intérêts de la dette publique de 2026 à 2045

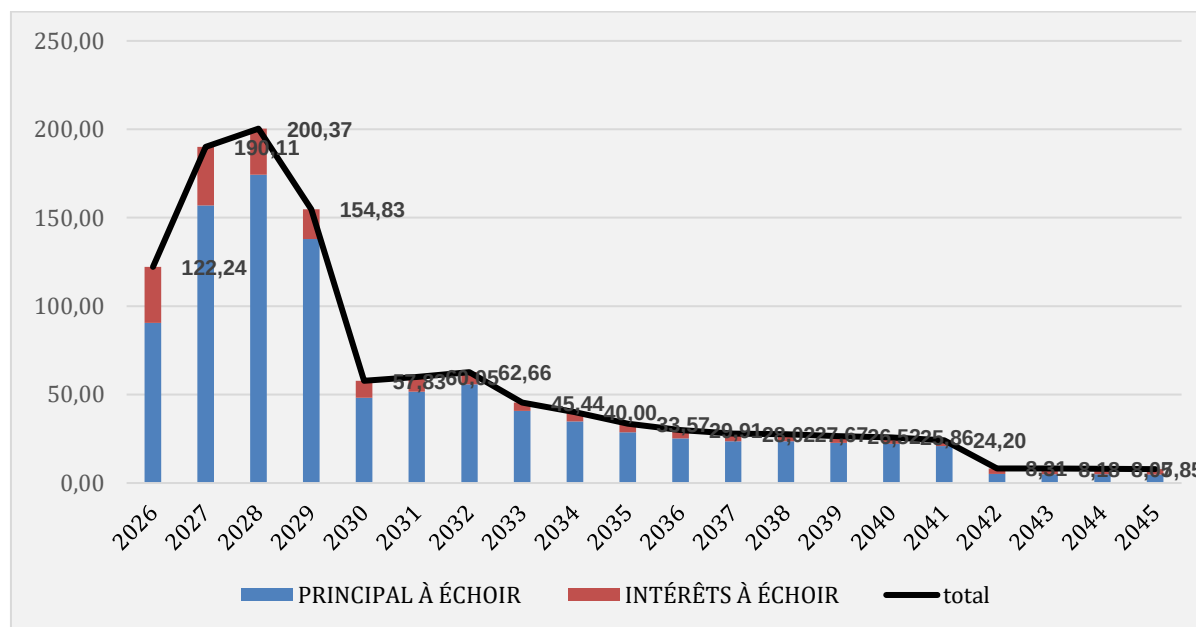
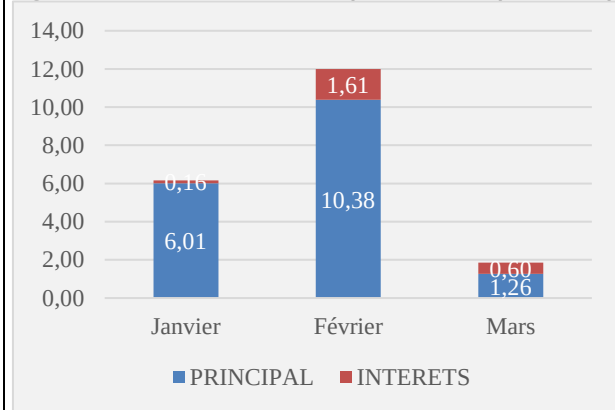
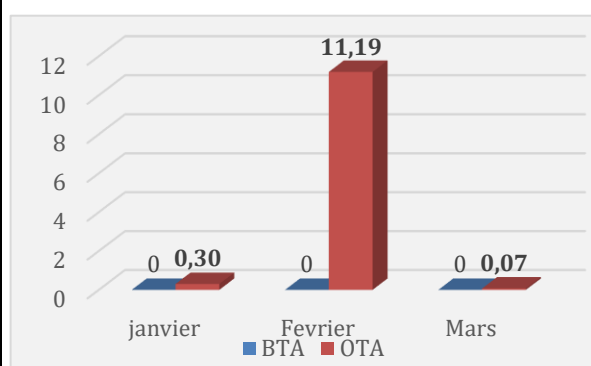


Figure 15 : Profil mensuel : Principal et Intérêts (Mds FCFA)**Figure 16: Profil de remboursement mensuel des Titres Publics (BTA et OTA) à fin mars 2026**

Encadré 13 : Le graphique ci-dessus présente l'évolution projetée du service de la dette publique de la RCA entre 2026 et 2036, ventilé entre le remboursement du principal et les paiements d'intérêts. Le service de la dette atteint un pic vers 2027 (**≈ 68 milliards FCFA**) avant de diminuer progressivement jusqu'en 2045. Le principal constitue la composante majeure du service, tandis que les intérêts baissent progressivement. La trajectoire reste favorable, malgré une forte pression à court terme sur la trésorerie. Elle souligne la nécessité d'émettre des émissions de longue maturité afin de lisser le profil de la dette.

Tableau 14 : Dettes État vers Entreprises Publiques

Libellé	SODECA	SOCATEL	Total
Montant dû	5,15	3,25	8,40

Source: DDPE

Tableau 15 : Dettes Entreprises Publiques envers les Organismes Sociaux

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,43	1,61	1,85	5,90
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,38
Total	2,44	1,70	2,13	6,28

Source: DDPE

Tableau 16 : Situation globale Entreprises Publiques

Entités	Dettes fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres dettes	Total
Sociétés d'Etat	22,80	16,82	17,08	9,96	66,66
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,79	0,11	0,00	0,52	1,42
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,29	0,09	0,01	0,00	0,39
TOTAL	23,88	17,02	17,09	10,48	68,47

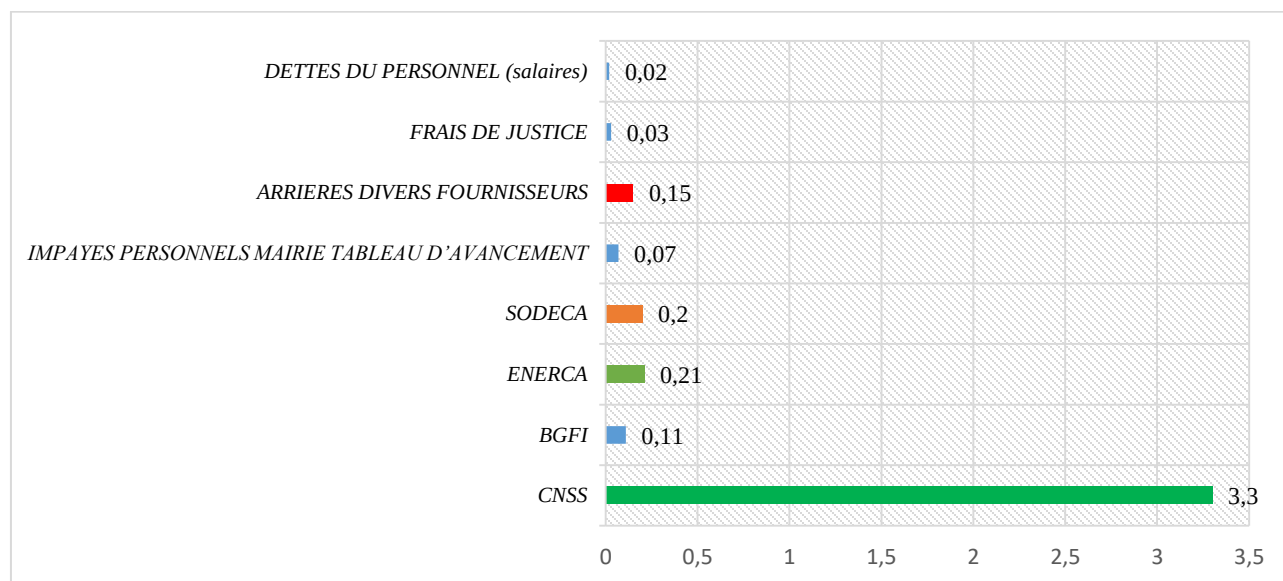
Source: DDPE



Tableau 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui

Libellé	Dettes (Mds FCFA)
CNSS	3,30
BGFI	0,11
ENERCA	0,21
SODECA	0,20
IMPAYES PERSONNELS MAIRIE TABLEAU D'AVANCEMENT	0,07
ARRIERES DIVERS FOURNISSEURS	0,15
FRAIS DE JUSTICE	0,03
DETTES DU PERSONNEL (salaires)	0,02
TOTAL	4,09

Source: DDPE

Figure 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier

Encadré 14 : La dette de la Mairie de Bangui s'élève à **4,09 milliards FCFA**, principalement concentrée auprès de ENERCA et CNSS qui représentent **86 %** du total. Cette situation reflète des tensions persistantes de trésorerie nécessitant un plan d'assainissement et d'apurement progressif.



XIII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Au terme du premier trimestre 2026, la gestion de la dette publique de la République Centrafricaine témoigne d'une certaine résilience dans un contexte économique national et régional exigeant.

L'analyse de la situation financière fait ressortir les constats suivants :

Le stock total de la dette s'établit à **1 112,15 milliards FCFA** au 31 mars 2026, soit **59,89 % du PIB**. Ce niveau demeure en dessous du critère de convergence communautaire de la CEMAC fixé à 70%.

Le faible niveau de décaissements extérieurs au cours du premier trimestre a accentué le recours aux émissions sur le marché régional de la CEMAC. Cette situation expose l'État à des taux d'intérêt du coupon élevé (compris entre 6,25 % et 6,75 %), ce qui accroît la charge future du service de la dette.

La charge du service de la dette rapportée aux recettes publiques reste élevée à la hauteur de 43,10 %, traduisant une éviction des dépenses prioritaires de développement.

Le stock d'arriérés a atteint **165,22 milliards FCFA** à fin mars 2026, les arriérés intérieurs et extérieurs continuent d'affecter le profil de crédit de l'État.

L'accumulation de dettes croisées non soldées entre l'État, les entreprises publiques (SODECA, SOCATEL) et les organismes sociaux (CNSS) constitue un risque latent d'aggravation du déficit budgétaire.

Pour répondre aux vulnérabilités identifiées et restaurer la viabilité des finances publiques à moyen et long terme, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) formule les orientations prioritaires suivantes :

- Allonger la maturité des Titres Publics émis sur le marché régional (privilégier les OTA de 4-5 ans) ;
- Privilégier les financements concessionnels et les dons tout en accélérant les décaissements sur les prêts extérieurs déjà signés auprès des bailleurs pour les projets d'infrastructures en levant les goulots d'étranglement opérationnels ;
- Élargir la base fiscale afin d'accroître les recettes propres et de ramener le ratio du service de la dette sur recettes à un niveau soutenable.
- Mettre en œuvre la stratégie d'apurement des arriérés à travers un processus d'audit indépendant, combiné à des schémas de titrisation et de compensations triangulaires (State–Entreprises Publiques–Secteur Bancaire).
- Poursuivre le dialogue avec les créanciers bilatéraux non-membres du Club de Paris afin de parvenir à des accords d'allègement ou de restructuration de la dette sous des conditions comparables à celles du Club de Paris.
- Assurer une surveillance renforcée des entreprises publiques (ENERCA, SODECA, SOCATEL) et la Mairie de Bangui afin d'endiguer les dettes croisées et d'assainir le portefeuille des passifs conditionnels de la République Centrafricaine.



XIV. NOTE MÉTHODOLOGIQUE, ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE

1 - Couverture Statistique

Les données présentées dans ce bulletin couvrent la dette de l'Administration Centrale (Gouvernement central), ainsi que la situation de la dette des principales entreprises publiques (ENERCA, SODECA, SOCATEL) et de la Mairie de Bangui au titre des passifs conditionnels.

2 -Taux de Change

Les encours en devises sont convertis en Francs CFA aux taux de change de fin de période communiqués par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) au 31 mars 2026.

3- Sources des Données

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Ministère des Finances et du Budget · FMI World Economic Outlook (Avril 2026)



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Décomposition de la variation du stock de dette (à fin mars 2026)	4
Tableau 2 : Situation des émissions des Titres Publics T1(2026)	5
Tableau 3 : Répartition de l'encours par détenteurs des Titres Publics	6
Tableau 4 : Décaissements par créancier T1 (2026)	7
Tableau 5 : Service prévisionnel de la dette à fin mars 2026	8
Tableau 6: Règlements effectifs de la dette	9
Tableau 7 : Évolution des arriérés à fin Mars 2026 (Milliards FCFA)	10
Tableau 8 : Répartition des arriérés par nature.....	10
Tableau 9 : Évolution de l'Encours à fin mars 2026.....	11
Tableau 10 : Évolution du Stock (Encours + arriérés cumulés).....	12
Tableau 11 : Répartition par devise à fin mars 2026	13
Tableau 12 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique	16
Tableau 13 : Indicateurs de viabilité.....	17
Tableau 14 : Dettes État vers Entreprises Publiques	20
Tableau 15 : Dettes Entreprises Publiques envers les Organismes Sociaux.....	20
Tableau 16 : Situation globale Entreprises Publiques	20
Tableau 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui.....	21



LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Variation du stock de la dette (Milliards FCFA)	5
Figure 2: Evolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin mars 2026	6
Figure 3: Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA (Fin Mars 2026, en Mds FCFA)	7
Figure 4: Evolution du service prévisionnel à fin mars 2026	8
Figure 5: Evolution des règlements effectifs VS service prévisionnel de la dette à fin mars 2026..	9
Figure 6 : Evolution des arriérés cumulés à fin mars 2026.....	10
Figure 7 : Répartition des arriérés par nature (fin mars 2026).....	11
Figure 8: encours de la dette par type de créancier à fin mars 2026	12
Figure 9: Stock de la dette par type de créanciers à fin mars 2026	13
Figure 10: Composition du portefeuille de la dette publique par devise (fin Mars 2026)	14
Figure 11: Ventilation de la dette publique par créancier (en % du stock, fin mars 2026)	14
Figure 12: Les indicateurs ATM, Part de la dette à maturité < 1 an (%) et cout de la dette	16
Figure 13. Indicateurs de la dette extérieure selon divers scenarios 2026-2036	17
Figure 14: Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA (Fin Mars 2026)	18
Figure 15: Projection du service de la dette publique de 2026- 2044 (en Mds FCFA)	19
Figure 16: Projection en principal et intérêts de la dette publique de 2026 à 2045	19
Figure 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier	21



SIGLES ET ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
ATM	Average Time to Maturity (Durée moyenne jusqu'à la maturité)
ATR	Average Time to Refixing est "Durée moyenne avant réajustement des taux"
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BTA	Bons du Trésor Assimilables
BDEAC	Banque de développement Economique en Afrique Centrale
CNY	Yuan chinois
DTS	Droits de tirages spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds africain de développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FSD	Fonds Saoudien pour le développement
IDA	Association internationale de développement
JPY	Yen japonais
KWD	Dinar koweïtien
OAT	Obligations assimilables du Trésor
PIB	Produit intérieur brut
SAR	Riyal Saoudien
UC :	Unité de compte
USD	United States dollar
FMI	Fonds Monétaire International
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale



GLOSSAIRE

Concessionnalité : S'entend de tout financement accordé à des conditions substantiellement plus généreuses que celles du marché. L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale ainsi que le FMI classifient comme concessionnels les prêts dont l'élément de libéralité est d'au moins 35 pour cent.

Dettes : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou de verser des intérêts.

Dettes extérieures : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements dus par des résidents d'une économie à des non-résidents,

Dettes publiques : Dette résultant d'emprunts contractés par l'État ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non-résidentes, ou bien, l'ensemble des engagements financiers de l'État envers ses créanciers

Encours de la dette : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.

Garantie publique : Garantie accordée par l'État et/ou ses démembrements.

Passifs conditionnels : Obligations qui ne se concrétisent que si un ou plusieurs événements particuliers se produisent.

Ratio dette/PIB : Indicateur de soutenabilité comparant l'encours de la dette au PIB nominal.

Risque de change : Incertitude liée à la variation future du taux de change d'une monnaie par rapport à une autre.

Risque de refinancement : Risque de devoir contracter un nouveau financement pour honorer des échéances existantes dans des conditions défavorables.

Service de la dette : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les charges liées à l'emprunt, notamment intérêts et commissions. Somme des amortissements du principal et des paiements d'intérêts.

Soutenabilité de la dette : Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures sans accumulation d'arriérés ni rééchelonnement.

Stock : Encours augmenté des arriérés et obligations reconnues.

Valeur actuelle : Montant total actualisé d'une série de paiements futurs.

Viabilité de la dette : Situation dans laquelle l'évolution des principaux ratios de dette demeure compatible avec les normes de soutenabilité.

Pour toute question relative à ce bulletin, contacter la Direction de la Dette et Portefeuille de l'Etat à l'adresse :

Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui RCA

Tel : (+236) 21 61 38 28/21 61 46 15/Fax 21 61 41 87

Site : www.minfb-rca.org/mail : cabinetmfb@yahoo.fr

